

# Des femmes modernes, citoyens à part entière

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

*26 avril 2017*

La mère, l'épouse, l'amante. Ce triptyque qui impose déjà à la femme de réaliser chaque jour un savant dosage, est depuis une cinquantaine d'années de plus en plus affublé d'un quatrième. C'est celui de chef d'entreprise ou de cadre dirigeant. La vie de ces mères de famille multifonctions n'est pas chose aisée. Coiffer en même temps ces quatre casquettes est pourtant le prix à payer par la femme qui veut entrer dans le cercle très prisé des femmes modernes. Au vrai, le label de la modernité n'est attribué à la femme, le plus souvent, qu'au regard de sa faculté à conduire une entreprise ou une administration. Un peu comme si l'on considérait que réussir dans les affaires ou à la tête d'une entreprise, domaines réputés difficiles, sous-tendait que le reste, jugé - à tort - plus facile, allait de soi. L'équation paraissait déjà suffisamment compliquée. Et voilà qu'Emmanuel Macron vient en rajouter une couche. Le président de la République a appelé les femmes mais aussi leurs époux, à reconsidérer le rôle de la femme dans la famille et la société.

Emmanuel Macron veut qu'elles soient plus nombreuses à participer à la vie politique du pays. Son appel a été entendu puisque La République en Marche (LREM) a pu investir autant de femmes que d'hommes en vue des prochaines élections législatives. Mieux, Emmanuel Macron avait annoncé qu'il y aurait autant de femmes que d'hommes dans le gouvernement de la France. Il a tenu parole et en quelque sorte, montré l'exemple. Cette façon de procéder, qui consiste à interpeller les femmes elles-mêmes et directement, de les inciter à prendre l'initiative de s'impliquer dans la vie publique est nouvelle. Elle rompt avec la méthode jusqu'ici à l'œuvre qui consistait à imposer la parité par le biais du législateur. L'initiative du président de la République ringardise tous les autres partis politiques qui n'appliquaient la parité que contraints et forcés.

En Guadeloupe, les femmes n'ont pas attendu l'effet Macron pour

s'investir dans la politique. Gerty Archimède, Albertine Baclet ont été des pionnières. Lucette Michaux-Chevry a hissé la barre encore plus haut. Elle a été ministre après avoir été présidente du conseil général et présidente du conseil régional. Aujourd'hui, le territoire compte neuf femmes maires, une présidente du conseil départemental. Les conseillères départementales et régionales jouent leur rôle. Nous ne pouvons cependant, dans ce contexte, les comptabiliser. Elles sont imposées par la loi. La proportion de femmes (plus de 30 %) qui briguent nos suffrages à l'occasion de ce prochain scrutin est conséquente. Le compte n'y est pourtant pas. Il n'approche pas le chiffre de 50 % voulu par Emmanuel Macron et réalisé par La République en Marche dans l'Hexagone. Du rang de bonne élève, la Guadeloupe a été reléguée d'un seul coup, dans la catégorie des " à peine moyen " comparé à LREM au niveau national. Pis, Les candidatures guadeloupéennes proposées par le GUSR (réputé proche d'En Marche !) à l'investiture, se révèlent en de ça. Une candidate sur quatre. Il est clair que la tambouille politicienne est encore passée par là.

L'appel aux femmes d'Emmanuel Macron d'investir la chose publique ringardise aussi l'image empesée de fanm poto mitan que notre société véhicule depuis des lustres. Il ne s'agit plus seulement d'assurer l'éducation des enfants tout en subvenant à leurs besoins matériels. Il ne s'agit pas non plus uniquement de pallier la défaillance d'un père si souvent absent il y a encore quelques années. Les femmes ne veulent plus être cantonnées à ce rôle hypocritement cité en exemple. Elles veulent être plus nombreuses - avec raison - à participer pleinement à la vie publique et démocratique du pays. C'est le plus sûr moyen d'être des citoyens à part entière.